

# Constantine à la veille du 1<sup>er</sup> Novembre 1954

Ouanassa SIARI-TENGOUR <sup>(1)</sup>

Bien que l'historiographie de la Guerre de libération nationale soit riche de très nombreux ouvrages, de nombreuses zones d'ombre continuent de peser sur les débuts de la résistance dans les villes algériennes. Constantine n'échappe pas au lot. Non pas que l'on ignore comment les événements se sont succédé dans leur ensemble, depuis le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, mais parce que l'entrée en guerre a été retardée par « la défection du groupe de Constantine » comme la désigne l'historiographie <sup>1</sup>.

Comme chacun sait, la ville de Constantine était absente au rendez-vous du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Pourtant, à la réunion des « 22 » du 25 juin 1954<sup>2</sup>, quatre de ses militants, tous affiliés à l'Organisation Spéciale (l'OS) l'ont représenté et approuvé le passage à la lutte armée.

Il faudra attendre le printemps 1955 pour que la ville entre vraiment en guerre sous l'égide de Messaoud Boudjeriou et sous la bannière du FLN.

Il s'agit donc d'essayer d'expliquer « la défection des Constantinois » en l'absence d'archives écrites et en s'appuyant sur les témoignages publiés ou recueillis postérieurement à l'évènement. S'il est illusoire de pouvoir rendre compte de toute la réalité de ce tournant décisif que fut la réunion des « 22 » [dont les archives ont disparu], l'exercice d'écriture de l'histoire peut s'appuyer sur les fragments légués par la mémoire collective<sup>3</sup> et saisir l'occasion de procéder à leur analyse critique. Il faut reconnaître qu'en Algérie, l'usage public de l'histoire tend à occuper une place de plus en plus envahissante,

---

(1) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine, Algérie.

<sup>1</sup> C'est Mohammed Harbi qui, à ma connaissance, en a exposé les motifs, cf. *Le FLN, Mirage et réalité*, Paris, éd. Jeune Afrique, 1980.

<sup>2</sup> Sur les grandes lignes de cette réunion décisive, cf. le témoignage de Boudiaf, M. (1974), « La préparation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 », *El Djarida*, n° 15, nov.-déc.

<sup>3</sup> La mémoire collective est entendue au sens que lui a donné Halbwachs, M. (1964), *La mémoire collective*, Paris, PUF.

se nourrissant « des guerres de mémoire »<sup>4</sup> qui interpellent incontestablement les historiens.

### **Retour sur la réunion des « 22 » ou la crise qui ne dit pas son nom**

Les quatre militants qui ont participé à la rencontre des « 22 » à Alger, à la suite de leur convocation par Mohammed Boudiaf, sont Said Bouali dit La Motta (1927-1959), Abdesselem Habachi (1925-2008), Mohammed Mechaty (1921-2014) et Rachid Mellah dit Slimane.

S'ils sont d'accord avec l'idée du passage à la lutte armée, ils ne tardent pas à exprimer leur opposition à la direction désignée. C'est Mohammed Harbi qui a évoqué cette question d'après des témoignages recueillis auprès de Mechaty et Youssef Haddad<sup>5</sup>. Tous deux invoquent des irrégularités qui auraient entaché le déroulement de la désignation des membres de la direction la lutte armée. « La réunion n'avait pas de caractère démocratique. Elle a adopté le principe de la cooptation et nous étions contre la cooptation. Nous voulions nous référer en tout à la base du parti. Nous demandions également que les délégués à l'extérieur soient désignés démocratiquement. Et nous craignions que notre organisation ne soit livrée aux Centralistes »<sup>6</sup> avait-il confié à Mohammed Harbi.

A l'heure actuelle, trois autres documents émanant respectivement de Mohammed Mechaty<sup>7</sup>, Abdesselem Habachi<sup>8</sup> et d'Abderahmane Guerras<sup>9</sup> complètent les témoignages relatés par Mohammed Harbi. Leur présentation contribue à informer la mémoire et ouvre la voie d'abord à une nécessaire contextualisation « de la défection des Constantinois ». C'est à cette condition que l'on pourra procéder à des questionnements et tenter un effort d'historisation du désaccord exprimé par le groupe de Constantine quant à

---

<sup>4</sup> Titre de l'ouvrage dirigé par Blanchard, P. et Veyrat-Masson, I. (2008), Paris, la Découverte.

<sup>5</sup> Youcef Haddad est un militant du PPA-MTLD et l'oncle maternel d'Abdeselem Habachi.

<sup>6</sup> Harbi, M., *Le FLN, Mirage et réalité*, Paris, éd. Jeune Afrique, p. 103.

<sup>7</sup> Mechaty, M. (2009), *Parcours d'un militant*, Alger, éd. Chihab.

<sup>8</sup> Habachi, A. (2008), *Du Mouvement national à l'indépendance, itinéraire d'un militant*, Alger, Casbah éditions.

<sup>9</sup> Entretien accordé à Abdelmadjid Merdaci et Mohamed Balhi, publié dans l'hebdomadaire *Algérie Actualité*, Novembre 1991.

l'opportunité du déclenchement de la lutte armée alors que toutes les conditions étaient loin d'être réunies.

### Relire les témoignages

La lecture des différents documents permet de dégager un ensemble de données qui apportent un éclairage conséquent, d'abord sur la rencontre de Clos Salembier, puis sur la « défection des Constantinois ».

La question du passage à la lutte armée a donné lieu à de vifs échanges entre militants de l'Organisation spéciale. « Les échanges d'argument furent très durs », en effet, selon Boudiaf<sup>10</sup>. Si le principe de la lutte armée est admis puisqu'il est à l'origine de la création de l'OS, les points de vue divergent sur les modalités des préparatifs et « sur la radicalité du combat » selon Habachi. « Fallait-il lutter sans discontinuer jusqu'à l'indépendance totale du pays ou combattre jusqu'à obtenir que des négociations soient ouvertes »<sup>11</sup> devait-il préciser.

Le consensus ne fut obtenu qu'après l'émouvante déclaration de Boudjemaâ Souidani<sup>12</sup> « Sommes-nous des révolutionnaires, oui ou non ? [...] Qu'attendons-nous pour déclencher le combat maintenant ? ». Ce point de discorde est le signe que l'option de la lutte armée posait problème à des militants aguerris qui venaient de l'OS. Elle fut suivie de l'adoption d'une motion<sup>13</sup> en faveur du « déclenchement de l'insurrection armée, seul moyen pour dépasser les luttes intestines et libérer l'Algérie ».

Outre cette importante décision, il convient de souligner que la motion approuvée stipulait que « les 22 chargent le responsable national qui sortira du vote de mettre sur pied une direction qui aura pour tâche d'appliquer les décisions de la présente motion ».

---

<sup>10</sup> Boudiaf, M. (1974), « La préparation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 », *op.cit.*

<sup>11</sup> Abdesselem Habachi est l'un des rares à fournir des détails sur le déroulement de la réunion, cf. *Du Mouvement national à...*, *op.cit.*, p. 213. Le témoignage de Mechaty n'insiste que sur les modalités du vote et de sa déception de constater la désignation de Mohamed Boudiaf comme coordonnateur (il avait voté pour Ramdane Benabdelmalek et Mostefa Ben Boulaïd), *Parcours d'un militant*, *op.cit.*, p. 82.

<sup>12</sup> Le propos est rapporté par Boudiaf, « la préparation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 », *op.cit.*, ainsi que et par Habachi, *Du Mouvement national à l'indépendance...*, *op.cit.* p. 214.

<sup>13</sup> Cette motion n'est pas évoquée comme telle ni chez Mechaty, ni chez Habachi qui précise cependant que « le principe de l'insurrection est définitivement adopté » p. 218, après l'intervention de Boudjemaâ Souidani.

La désignation d'une direction fut le second point à régler. Pour procéder au choix d'un coordonnateur, on opta pour le vote à bulletin secret. Cette solution qui sera retenue au final, ne semble pas avoir été approuvée par tous. C'est le second point qui ne fait pas l'unanimité de tous.

Boudiaf dit qu'après deux tours de vote, Mostefa Ben Boulaïd, qui se chargea du dépouillement<sup>14</sup> annonça à tous que « le résultat est acquis, sans donner aucune autre précision. Sur ce, la réunion des 22 prit fin après un échange de rendez-vous et de points de chute entre les participants qui devaient travailler ensemble. Ce même jour, Ben Boulaïd, dans un entretien en tête à tête m'apprit mon élection et me communiqua les bulletins de vote qu'il avait précieusement gardés. Dès le lendemain, je fis appel à Ben Boulaïd, Didouche, Ben M'hidi et Bitat, qui avaient participé à tout le travail préparatoire pour constituer le comité chargé de mettre en application la résolution des 22 (Comité des 5) »<sup>15</sup>.

Cette version est contredite par Habachi qui rappelle le refus de certains de ses compagnons de voter à bulletin secret, avant d'affirmer « qu'au bout de deux tours de vote, Ben Boulaïd a été élu à la majorité. Il a ensuite choisi Boudiaf, Ben M'hidi, Bitat, et Didouche »<sup>16</sup>. De son côté Mechati abonde dans le même sens quand il écrit : « en fin de compte, on s'est retrouvé... avec Boudiaf et son bureau »<sup>17</sup>.

Au-delà de la contestation du principe de la cooptation, c'est le choix de certains des membres du Comité dirigeant qui a été remis en cause par les militants de Constantine. Pourtant les noms cooptés devaient restés secrets ! Si l'on se fie au témoignage de Boudiaf, les « 22 » se sont séparés, sans rien savoir de la composition future de la direction du mouvement insurrectionnel. Ont-ils deviné que les jeux étaient faits ? D'où leurs tentatives de surseoir aux choix de Boudiaf ? Habachi ne cache pas son mécontentement vis-à-vis des hommes choisis pour faire partie du Comité. Ce qui veut dire qu'en dehors de Ben Boulaïd et de Boudiaf, les autres membres : Didouche Mourad, Larbi Ben M'hidi et Rabah Bitat étaient plus ou moins rejetés. Ou bien est-ce

---

<sup>14</sup> Selon Aïssa Kechida, militant de la première heure, c'est bien Ben Boulaïd qui assumait le rôle de scrutateur, *Les architectes de la révolution*, Alger, éd. Chihab, 2001.

<sup>15</sup> Boudiaf, M., « La préparation du 1<sup>er</sup> Novembre... », *op.cit.*

<sup>16</sup> Habachi, M., *Du Mouvement national... op.cit.*, p. 219.

<sup>17</sup> Mechati, M., *Parcours... op.cit.*, p. 82.

seulement Bitat qui est visé ? Habachi et Mechati ne cachent pas leur préférence pour d'autres militants, jouissant d'une plus grande influence tels Ramdane Benabdelmalek, Rachid Mellah, Saïd Bouali ou Abderahmane Guerras.

### **Le malaise des militants de l'OS**

De tous les participants à la rencontre de Clos Salembier, dans la maison du militant de Lyès Derriche, seuls ceux de Constantine ont manifesté leur insatisfaction. Comment des militants sortis du rang, habitués à la discipline du parti et qui plus est, à la clandestinité, ont-ils pu remettre en cause le mode de désignation de la direction ? Assurément, c'est le signe d'un malaise plus profond qui ne saurait être réduit aux seules modalités qui ont présidé au choix des hommes.

Ce n'est pas la première fois que des voix dissonantes s'expriment au sein du parti PPA-MTLD. D'autres crises ont secoué le parti depuis sa création, comme à l'automne 1936 lors du conflit qui opposa Amar Imache à Messali Hadj ou en 1949<sup>18</sup> lors de la crise berbère.

Mais cette fois, des militants aguerris, des professionnels de la politique dont la clandestinité (surtout après la découverte de l'O.S au printemps 1950) a conforté le radicalisme, n'entendent pas obéir aux ordres. Il y a là un retournement de situation qui ne peut s'expliquer que par un examen du contexte politique et des mutations qu'il a généré.

Depuis les massacres de 1945, une partie des militants du PPA défend l'option de l'insurrection nationale. En 1947, la création de l'OS répondait à ses attentes. Sa découverte au printemps 1950 et l'arrestation de ses partisans sont suivies de sa dissolution par la direction officielle. Ceux qui ont réussi à échapper à la police entrent en clandestinité. Le démantèlement de l'OS est à l'origine d'une grave crise qui affecte tous les segments du parti. Pour les militants de l'OS, le désenchantement est à son comble. Le ressentiment à l'encontre du parti est énorme. Habachi clandestin

---

<sup>18</sup> Sur ces deux crises, cf. Kaddache, M. (1980), *Histoire du nationalisme algérien, 1919-1951*, Alger, SNED, deux tomes et Harbi, M., « Nationalisme algérien et identité berbère », *Peuples Méditerranéens*, n°11, avril-juin, voir aussi les travaux d'Omar Carlier qui complètent et renouvellent les deux moments, *Le cri de révolte, Imache Amar, un itinéraire militant*, Alger, ENAG, 1986 et *Entre Nation et Djihad, Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

écrit à ce sujet « les militants recherchés ne pouvaient dès lors compter que sur la solidarité des compagnons de la base, et celle-ci fut exemplaire, à bien des égards »<sup>19</sup>. Entre temps, « Tout au long de cette traversée du désert, j'avais le sentiment que désormais, nous étions rejetés comme des parias, des aventuriers, des menaces pour la stabilité et l'avenir du Parti »<sup>20</sup>.

Devenus des « irréguliers », comme les désignait le Parti, les rescapés de l'OS vivent mal leur marginalisation dont l'une des conséquences va se traduire par « le passage, après la répression de l'OS, de nombre de dirigeants radicaux dans le camp de la faction devenue prudente à l'égard de la lutte armée » selon Mohammed Harbi<sup>21</sup>. De telles recompositions ont créé une situation d'instabilité en l'absence de clarification dans les instances du parti. Et l'OS n'est reconduite que lors de la tenue, du second congrès du MTLD, au mois d'avril à Alger. Mais la décision reste lettre morte puisque la commission chargée de sa réorganisation ne s'est jamais réunie<sup>22</sup>.

## Le retour à Constantine

Que s'est-il réellement passé entre la réunion des « 22 » et leur retour à Constantine ? Le groupe de Constantine qui fait partie désormais du groupe des « 22 » est insatisfait. Les résultats de la désignation des futurs dirigeants de la lutte armée sont critiqués. Mechaty a joué un rôle décisif dans cette fronde. C'est lui qui alerte Abderahmane Guerras et c'est à lui que revient l'initiative de réunir les anciens chefs locaux clandestins de l'OS dont plusieurs ont participé à la réunion des « 22 ». Arrivé à Alger, Guerras rencontre d'abord Boudiaf<sup>23</sup> avant de regagner Constantine où il va « présider » « la réunion qui s'est tenue de nuit au domicile des Haddad<sup>24</sup>, oncles maternels » de Habachi<sup>25</sup>.

---

<sup>19</sup> Habachi, M., *Du Mouvement national ... op.cit.*, p. 134.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 134-135.

<sup>21</sup> Harbi, M. (1992), *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens*, Paris, Arcantère, p. 85.

<sup>22</sup> Harbi, M. (1975), *Aux origines du FLN, le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Bourgois, p. 49.

<sup>23</sup> Selon Mechaty, « Boudiaf lui a intimé l'ordre de repartir d'où il venait », *Parcours d'un militant...*, *op.cit.*, p. 84.

<sup>24</sup> Le domicile est situé à la rue Bedeau (Bekkouche Abdesselam actuellement) dans la vieille ville de Constantine.

<sup>25</sup> Habachi, M., *Du Mouvement national... op.cit.*, p. 243.

Qui participa à cette réunion<sup>26</sup> ? A quelle date<sup>27</sup> eut lieu cette réunion ? Et quel contenu donner « au malaise » relaté par Mechati et Habachi ? Parmi les présents, on relève la présence de Badji Mokhtar, Saci Ben Hamla, Saïd Bouali, Rachid Mellah, Youcef Haddad, Mechati, Lakhdar Bentobbal, Didouche Mourad, Habachi. Zighoud Youcef est porté absent.

Si cette version des faits est avérée, c'est un nombre appréciable de militants de l'OS qui est dans l'expectative. Quel fut le contenu des débats ? Les Mémoires de Habachi et Mechati sont peu diserts sauf que « leurs propositions furent rejetées avec emportement par Didouche Mourad ». On peut deviner aisément que les questions des moyens matériels (l'armement) et les difficultés nées de la pression exercée par les Messalistes et les Centralistes qui « nous présentaient comme des aventuriers » ont été balayées d'un revers de la main. Quel fut le rôle joué par Bentobbal ? Selon les fragments de ses Mémoires<sup>28</sup>, publiés ici et là, le retrait du groupe de Constantine incombe à Guerras « qui aurait critiqué le déroulement anti démocratique de la réunion des 22 ». La rencontre se termina sans qu'on ait réussi à trouver un accord. A la demande d'une nouvelle réunion à Alger, sollicitée par Mechati et Guerras, Didouche aurait répondu : « Non ! Vous suivez. Celui qui ne marche pas, ira en prison »<sup>29</sup>. L'échec de cette réunion aura pour principale conséquence d'augmenter le désarroi des Constantinois et la dispersion des militants de l'OS. La mise à l'écart<sup>30</sup> du groupe de Constantine est en marche.

Guerras quitte l'Algérie non sans avoir essayé de convaincre Boudiaf de la nécessité d'une autre rencontre pour mieux maîtriser les préparatifs du passage à la lutte armée. Mechati, « affaibli par la maladie et déboussolé », rejoint Guerras à Lyon. Habachi, Rachid Mellah et Saïd Bouali seront arrêtés au lendemain du déclenchement du 1<sup>er</sup> Novembre.

<sup>26</sup> « Tous les chefs du département » selon Mechati, *Parcours...*, *op.cit.*, p. 84.

<sup>27</sup> La question délicate de la datation exacte de ces différentes rencontres reste entièrement posée. On ne peut manquer de relever le trop plein mémoriel auquel l'édition donne chaque jour de la visibilité et le flou qui entoure l'évocation des dates.

<sup>28</sup> Plusieurs historiens font référence aux *Mémoires* de Bentobbal, à l'exemple de Daho Djerbal qui en a soutenu le projet de rédaction ; cf. « Fragments de Mémoires » de Bentobbal Lakhdar, *Naqd*, n°4, 1993, p. 3-9.

<sup>29</sup> Mechati, *op.cit.*, p. 84.

<sup>30</sup> Habachi donne moult détails sur ce qui ressemble à une exclusion, *op.cit.*, p. 230-248.

Entre cette réunion (dont nous ignorons la date exacte) et le début de la Guerre de libération nationale, les témoignages des principaux protagonistes (Mechati, Habachi, Guerras omettent une information de taille, à savoir une rencontre qui aurait réuni une soixantaine de militants de Constantine, dans le local du parti MTLD sis à la rue Colonel Gouvello où ils font part de leur « retrait publiquement »<sup>31</sup>. Ce témoignage d'un militant ordinaire autorise à parler de défection, sans complexe. Au-delà des non-dits et de la pratique du secret si propre à la vie clandestine, les efforts de l'historien visent à conférer à ces témoignages (dont le recoupement est intéressant) une « mise en intrigue » selon les termes de Paul Ricoeur<sup>32</sup>, pour en assurer la compréhension. Mais l'intérêt de l'émergence de ces témoignages qui constituent « une mémoire archivée » est qu'ils rendent possible aujourd'hui, le travail critique de l'historien.

### **Les témoignages a posteriori<sup>33</sup> face à l'histoire du temps présent**

Si les historiens ne peuvent donc ignorer les témoignages de première main, il n'est pas question de les prendre pour argent comptant. La critique des sources et leur recoupement invitent à la prudence des conclusions hâtives qui n'apportent pas des explications logiques car les questions réellement d'histoire n'ont pas été posées.

La défection du groupe de Constantine est à replacer dans le contexte de la crise qui a secoué le parti PPA-MTLD et des recompositions politiques qu'elle a entraînées. On n'a sans doute pas mesuré l'impact de la crise sur l'ensemble des militants devant les déchirements qui ont eu raison de l'unité du parti. L'histoire intérieure du parti, des partis du Mouvement national reste à faire.

La crise déclenchée par le groupe de Constantine a le mérite d'apporter un éclairage sur la question de la désignation démocratique et de la prise de décision en période d'exception, de

---

<sup>31</sup> Entretien, novembre 2011, avec Mohamed Salah Lakher, militant du MTLD, âgé en 1954 de 22 ans.

<sup>32</sup> Ricoeur, P. (1983), *Temps et récit*, t. 1, Paris, le Seuil.

<sup>33</sup> Cf. Becker, J.-J. (1986), « Le handicap de l'a posteriori », *Cahiers de l'IHTP, Questions à l'histoire orale*, 20 juin.

clandestinité et de situation coloniale. Comment un militant s'impose et acquiert le statut de chef ? N'est-ce pas le cas de Boudiaf ? Le choix qui s'est fait autour de sa personne, n'est sans doute pas démocratique au sens conventionnel mais il s'imposa. C'est ce qui nous amène à nous demander si « la question de la démocratie interne qui se pose au plan théorique » est [...] opératoire dans la pratique » comme le suggère Laurent Douzou<sup>34</sup>.

Ailleurs dans la résistance française par exemple, on a assisté au même scénario, c'est-à-dire à l'émergence de personnalités au détriment d'autres. Tel fut le cas d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie du Mouvement de libération Zone Sud qui supplanta Lucie Aubrac ou Jean Cavaillès.

Il y a donc d'autres facteurs dont il faut tenir compte : en clandestinité, il convient de faire la part du consentement mutuel, de l'initiative personnelle, de l'exercice de l'autorité, de la transmission, de la réception des ordres et leur exécution. L'exemple des « 22 offre » un modèle de représentation du pouvoir qui exerce son attraction sur les autres... et Il faut bien se rallier à l'appréciation de Mohammed Harbi quand il écrit : « L'examen du fonctionnement du M.T.L.D montre que, dans un mouvement où règnent le secret et la cooptation à tous les niveaux, les organes centraux fonctionnent comme des chambres d'enregistrement. Au niveau du secrétariat et du Bureau politique, les processus informels et les relations personnelles prévalent sur la collégialité »<sup>35</sup>.

Mais à vrai dire, ce qui nous manque pour éclairer cette page de l'histoire et c'est essentiel, ce sont les archives de ces différentes réunions. Ce qui nous manque c'est une histoire de l'OS, l'histoire des tensions qu'elle a connues et qui montrent que l'articulation entre le projet national et ses répercussions à l'échelle locale ne sont pas évidentes...

Au final, c'est une double crise qui affecte le groupe de Constantine. Outre la crise du parti, on ne peut ignorer les questions de hiérarchie, des susceptibilités nées du décalage des

<sup>34</sup> Cf. Douzou, L. (2001), « La démocratie sans le vote (la question de la décision dans la résistance) », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 140, p. 57-67.

<sup>35</sup> « La scission du M.T.L.D, une lecture complémentaire », *L'évènement dans l'histoire récente de l'Algérie*, Colloque université 20 Août 1955, Skikda, octobre 2007.

prises de décision. Est-ce le cas de Guerras qui n'a pas été invité à la réunion des « 22 » ?

Mais dans le cas du groupe de Constantine, ce qui semble plus décisif que la propagande des Centralistes ou le fonctionnement peu démocratique de la réunion des « 22 » c'est l'impact de la crise du parti PPA-MTLD....

A la lumière des entretiens avec des militants ordinaires, de la base : ils ne font pas mystère de leur affiliation à Messali Hadj et disent leur attachement à sa ligne. Il ne faut pas oublier comme le souligne Harbi : « c'est Messali qui prend la responsabilité de la rupture avec la ligne réformiste prise par le parti, qui appela la base à se soulever contre ses dirigeants »... En l'absence de débats, les anciens de l'OS de Constantine, privés de la liberté d'action, ne parviennent pas à renouer les contacts avec la base impatiente d'en finir avec la situation coloniale. Et quand Guerras, Habachi ou Mechaty font part de « la réalité du terrain » et de « l'inquiétude de la base » ils omettent cette autre réalité, ils occultent que la rupture avec Messali n'est pas acquise.

Toute l'histoire de cette période trouble et complexe exige de nouvelles lectures, de nouvelles analyses, loin des lectures idéologisées. Ceci dit, un début de préparation du passage à la lutte armée a bien commencé parmi les militants à Constantine et les cellules de militants prêtes à passer à l'action étaient en alerte.

Dès le printemps 1955, Constantine enregistre les premières actions armées, organisées sous la direction de Messaoud Boudjeriou. En un temps très court (moins de 6 mois) les responsables de la Zone 2 du Nord Constantinois, Didouche Mourad d'abord, puis Zighoud Youcef prennent les choses en main au nom du FLN-ALN. La reconstitution de l'organigramme des premiers réseaux est bien à mettre à l'actif de ceux qui ont manqué le rendez-vous du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Si leur défection nous interpelle c'est moins pour les juger que parce que l'écriture de l'histoire du temps présent ne peut plus être confinée uniquement au récit de l'exploit militaire. La désobéissance est une autre forme de la résistance. Elle ouvre la voie à une contre-histoire en allant à l'encontre de l'historiographie officielle. Le bénéfice de la multiplication des témoignages nous convie par conséquent, à élargir le champ des investigations relatives à la Guerre de libération, au champ

politique et à revoir de plus près ce que fut le courant activiste et ses divisions internes au sein du Mouvement national.

### **En forme de conclusion**

Toutes ces informations fragmentaires renvoient aux modalités des processus de politisation, aux pratiques de la politique aux prises avec la répression qui caractérise la situation coloniale. Et s'il y a des différences entre la génération de l'OS et la génération qui prend le relais, cela veut dire que les mobilisations ont subi des transformations.

Ces transformations sont d'ordre social et culturel. D'où la nécessité de replacer l'analyse dans le contexte, en repérant les moments de rupture, de conflits, de s'intéresser autant à l'histoire des institutions (parti, organisation) qu'aux pratiques populaires du politique. L'engagement des milieux populaires révèle les possibilités de réappropriation des idées politiques... Les processus de politisation sont donc très complexes et plus intéressants à étudier que les discours idéologiques. Une dernière question et elle est fondamentale : comment écrire une histoire de la Guerre de libération en l'absence d'archives ? Et comment surmonter « le handicap de l'a posteriori » dans la reconstruction historique ?

